

L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE - QUELLE RELANCE ? LE DÉBAT EST OUVERT

OPINIONS AUTOUR DU "PATRIOTISME ÉCONOMIQUE"

samedi 26 novembre 2011

Un visiteur du site "Socialgerie" nous a adressé des extraits du "Forum d'acteurs économiques du secteur privé", publié dans "Liberté" du 23 novembre 2011.

Le thème de la relance d'une économie fortement dégradée ou même sinistrée depuis les années 80, est de plus en plus présent dans la presse et l'opinion, avec un accent plus fort mis sur ce que certains dans des mouvances très différentes appellent le "patriotisme économique" pour corriger les lourdes erreurs passées, avec leurs illusions néolibérales entretenues par les mafias politico-financières.

Socialgerie ne peut qu'encourager ces échanges. Le site introduit ici ce débat souhaitable, en présentant d'abord le point de vue qui a prédominé dans les mouvances progressiste et communiste des années 60 et 70.

Il sera suivi d'autres opinions et réactions exprimées dans des publications, des sites ou des messages qui nous sont parvenus.

PLAN

COMMENTAIRE de SOCIALGERIE : ... <i>La place légitime et utile du secteur privé productif et l'impérative nécessité de l'assainissement du secteur d'État et public qui doit être délivré des maux qui l'ont miné et saboté....</i>	page 2
EL HADJAR : RACHETER LES PARTS DE M. MITTAL ET GÉRER NOUS MÊME LE COMPLEXE... - <i>www.algerieinfos-saoudi.com - le 13 novembre 2011 ;</i>	page 3
FORUM D'ACTEURS ECONOMIQUES DU SECTEUR PRIVÉ - <i>Extraits des interventions publiés dans "LIBERTÉ" du 23 novembre 2011</i>	page 4
OPINION DE MILOUD L. <i>qui a adressé à socialgerie le compte-rendu du FORUM ;</i>	page 4
L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE SERA FORTEMENT TOUCHÉE PAR LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE - <i>par : A HAMMA - 4ème session du forum d'Alger</i>	page 4
L'IMPACT DE LA CRISE SUR L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE - L'ALGÉRIE DANS L'ŒIL DU CYCLONE EN 2012 <i>par Khaled R.</i>	page 6
LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE - QUE SAVONS-NOUS ? - QUELLES PERSPECTIVES POUR L'ALGERIE ? <i>par : Rachid Sekak, économiste</i>	page 7
M. KAMEL BENKOUSSA, ÉCONOMISTE ET FINANCIER, TIRE LA SONNETTE D'ALARME – "VERS UNE DÉGRADATION DU QUOTIDIEN DES ALGÉRIENS" - <i>par Said SMATI</i>	page 9
HASSEN KHELIFATI, P-DG D'ALLIANCE ASSURANCES : "QUE L'ÉTAT PROTÈGE LES ENTREPRISES NATIONALES !" <i>par : Said SMATI</i>	page 11
ABDERRAHMANE BENKHALFA, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'ABEF - "OBLIGATION DE REPENSER NOTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT" <i>par : Said SMATI</i>	page 11
SYNTHÈSE ET CONCLUSIONS DU 4ème FORUM D'ALGER, <i>par le Dr Mourad PREURE</i>	page 12
ÉLECTIONS CHEZ LES PATRONS – « ON NE CHANGE PAS UNE ÉQUIPE QUI GAGNE » <i>par Ahmed Selmane, « Note Algérienne » - le 13 novembre 2011 - La Nation.info ;</i>	page 17

COMMENTAIRE de SOCIALGERIE : ...
La place légitime et utile du secteur privé productif
et l'assainissement du secteur d'État et public
qui doit être délivré des maux qui l'ont miné et saboté....

Socialgerie ajoute en introduction à ce dossier un rappel des positions de principe et pratiques qui ont toujours été celles des défenseurs d'une économie laissant sa place légitime et utile à un secteur privé productif. Mais en même temps une économie nationale qui repose sur ses deux jambes, c'est à dire fortement charpentée, protégée et dynamique grâce à un secteur d'Etat et public assaini, délivré des maux qui l'ont miné et saboté : tels que les rigidités bureaucratiques, les fuites en avant volontaristes ou encouragées par des milieux occultes, les pratiques antisociales, antisyndicales et antidémocratiques envers la main d'œuvre, contraires aux intérêts de la production, la corruption au service des cercles parasites internes et des multinationales. Qu'on se souvienne du scandale de l'emprisonnement des cadres du complexe sidérurgique d'El Hadjar, coupables de fabriquer du fer à béton de qualité et avantageux pour l'économie nationale, alors que les cercles étatiques ou privés corrompus voulaient à tout prix l'importation de ces produits à des conditions pourtant moins avantageuses, etc.

Le patriotisme économique qui commence à s'exprimer ne peut être que le bienvenu, y compris lorsqu'i vient de milieux qui sont restés apathiques (ou même applaudissaient) à l'entreprise gigantesque et antinationale de désindustrialisation, baptisée "restructurations" à partir des années 80.

Il ya néanmoins une condition fondamentale pour que les aspirations légitimes à donner sa place et sa contribution importantes au secteur privé ou mixte soient couronnées de succès et bénéfiques aussi bien à l'économie nationale qu'à un meilleur climat politique et social.

C'est que le secteur privé respecte les aspirations légitimes des travailleurs, la démocratie et la représentativité syndicales, les intérêts de l'indépendance nationale face aux assauts des monopoles capitalistes, etc.

Autrement dit, que soient battues en brèche les activités anti-économiques des cercles maffieux et spéculateurs présents aussi bien dans les cercles dirigeants que dans la société.

On se souvient comment les efforts d'assainissement par le gouvernement en place en 1990 ont été rapidement contrariés et bloqués jusqu'à provoquer la chute de ce gouvernement sous des prétextes tout à fait autres prétendument sécuritaires.

C'est dire que l'élan - tardif mais utile - de patriotisme actuel des entrepreneurs et certains courants de l'Etat reste fragile s'il n'est pas soutenu, guidé et contrôlé massivement par l'ensemble des forces patriotiques, démocratiques, de progrès social et anti-impérialistes, au delà de leurs divergences idéologiques secondaires tenant à des raisons valables ou prétextes identitaires.

Autrement dit, qu'un profond courant de changement démocratique mette fin à des pratiques obsolètes, dont l'une des plus dépassées est le mode de fonctionnement de l'UGTA et syndicats bidons, l'étouffement des syndicats autonomes et associations corporatives, le tout couronné par des instances d'enregistrement et non représentatives telles que la prétendue Trilatérale.

Il n'est pas inutile enfin de rappeler que les orientations et prises de position communistes dans ces domaines ont de tout temps été claires au cours du demi-siècle écoulé.

Il suffit de se référer à leurs publications, tracts, journaux, revues, à commencer par le programme du PCA publié en avril 1962 (entre le cessez le feu et l'indépendance)¹. Cela n'avait pas empêché leurs détracteurs de les calomnier déjà au moment où Benbella prétendait instaurer le socialisme par la nationalisation des gargotes, des bains maures tandis que le coup de force de janvier 63 contre le Congrès de l'UGTA officialisait la politique de l'étranglement des syndicats représentatifs

SOCIALGERIE le, 25 Novembre 2011

¹ Accessible sur l'article 233 de socialgerie : *POUR OUVRIR LA VOIE AU SOCIALISME - « 1962 , 18 avril - Alger : PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN » - POUR L'INDÉPENDANCE TOTALE, LA TERRE ET LE PAIN, LE TRAVAIL ET L'INSTRUCTION, LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE RÉELLE* – article mis en ligne le vendredi 11 juin 2010

EL HADJAR :
RACHETER LES PARTS DE M. MITTAL
ET GÉRER NOUS MÊME LE COMPLEXE...

www.algerieinfos-saoudi.com

le 13 novembre 2011 ;

« Les incertitudes sur les perspectives économiques se sont accrues au cours des dernières semaines », *déclarait, le 3 novembre, Lakshmi Mittal, le patron du premier groupe sidérurgique mondial.* « Nous sommes ainsi confrontés à des pressions s'exerçant à la fois sur les volumes et sur les prix. (Figaro du 4/11/2011)

On le sait : la baisse de la demande d'acier est sensible en Europe.

Mais en Algérie ? La demande s'est au contraire accrue et aura tendance à croître avec la relance industrielle en cours.

Au moment où se négocie la nouvelle convention entre le géant Arcelor-Mittal et l'Etat algérien, la multinationale pèse de tout son poids pour faire participer l'Algérie au programme d'allègement de sa dette, conçu par son état-major international.

Que demande la multinationale ? Le refinancement de ses activités à Annaba par la Banque extérieure d'Algérie à hauteur de 500 millions d'euros ; la récupération de 45 millions de dollars de TVA, le maintien des avantages fiscaux et l'obtention d'une dérogation à l'export concernant le métal.

Le syndicat semble sensible au forcing de la direction du complexe et à son chantage à l'emploi, cette direction s'inscrivant dans l'émulation qui anime l'encadrement de la multinationale pour faire des économies dans les différents pays.

Ces cadeaux financiers serviront sans doute à participer à la collecte des 5 milliards de dollars dont M. Mittal a besoin pour racheter ce qu'il convoite fortement aujourd'hui: l'Australien Macarthur Coal, premier producteur mondial de charbon pulvérisé.

L'Etat algérien contrôle 30 % du capital du complexe de Annaba un des fleurons de l'élan industriel algérien après l'indépendance interrompu par le bradage engagé dans les années 80.

L'Algérie dispose d'une riche expérience dans la sidérurgie, elle possède des mines, notre demande intérieure va croître dans les années à venir si le cap de la relance industrielle est confirmé. ***Pourquoi ne pas utiliser notre argent pour donner à M. Mittal le cash dont il a besoin, racheter les parts de la multinationale et gérer nous-mêmes El Hadjar ?***

S. A., le 13 novembre 2011

Sources :

Notes : Rappel de certains articles précédemment repris et publiés sur socialgerie ²

² **ANNONCE D'UNE GRÈVE ILLIMITÉE LE 28 MAI 2011 à ARCELOR MITTAL - ANNABA -**
Dossier – socialgerie article 495

1988 - 1989 : LUTTES POUR DES SYNDICATS REPRÉSENTATIFS - SAOUT EL CHÂAB, N° 175,
LE 7 JUIN 1989 - socialgerie article 56

Avènement d'une multinationale : MITTAL STEEL - L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION DE LAKSHMI NARAYAN MITTAL (L N M) ! - socialgerie article 58

INDUSTRIE : LES OUVRIERS RELÈVENT LA TÊTE - socialgerie article 506

FORUM D'ACTEURS ÉCONOMIQUES DU SECTEUR PRIVÉ

Extraits des interventions

publiés dans "LIBERTÉ" du 23 novembre 2011

"FORUM D'ACTEURS ÉCONOMIQUES DU SECTEUR PRIVÉ"

OPINION DE MILOUD L.

**qui a adressé à socialgerie le compte-rendu du Forum
publié dans "Liberté" du 23 novembre 2011**

"... Enfin, des entrepreneurs et experts algériens s'aperçoivent de ce qui se passe dans le monde et ils en débattent ! Mieux vaut tard que jamais..."

Ce qui était visible et prévisible depuis 2008, pour peu qu'on ôte de ses yeux les lunettes de la religion ultra-libérale du marché.

Au lieu de cela, il a fallu subir durant toute l'année 2011 (voir les précédents forums de Liberté) de répétitives déclarations et professions de foi en faveur du Dieu marché.

Du coup, maintenant (est-ce parce que leurs intérêts sont en danger ?) on redevient patriote et on ne voit plus l'Etat comme le mal absolu.

Personnellement, je me réjouis de cette prise de conscience. elle aidera peut-être notre pays à traverser la tempête qui s'annonce sans trop de dégâts.

Bonne lecture à tous ceux qui n'ont pas eu l'occasion de lire le dossier de Liberté."

4ème session du forum d'Alger

L'économie algérienne sera fortement touchée par la crise financière internationale

par : A HAMMA

Quelles sont les conséquences de la crise financière internationale sur l'Algérie ? Telle est la problématique sur laquelle se sont penchés de nombreux experts et spécialistes de la finance mondiale et des questions économiques nationales lors de la quatrième session du Forum d'Alger qui s'est tenue le 19 novembre dernier à l'hôtel Shératon.

Organisée conjointement par le quotidien Liberté et le cabinet Emergy, ce forum a porté sur le thème d'actualité brûlante intitulé "*Crise économique et financière mondiale, perspectives à court terme - enjeux - menaces et opportunités pour l'économie algérienne. Quels challenges, quelles ambitions pour les institutions financières nationales (banques, assurances...) ? Quelles stratégies, quelles réformes à mettre en œuvre ?*"

Cette rencontre a drainé une nombreuse assistance, venue de tous les horizons économiques, financiers et industriels, compte tenu, à la fois, de l'intérêt, de l'importance, de la sensibilité des sujets traités, ainsi que des inquiétudes réelles qui hantent les Algériens sur les conséquences de cette crise quant à leur avenir.

Ce rendez-vous a été marqué par des communications pertinentes autour des sujets évoqués, suivies de débats d'une grande intensité, et par moments passionnés, modérés par Mourad Preure, président du cabinet Emergy, qui a ouvert les travaux du forum par une communication intitulée "*La crise financière, les grands enjeux et les challenges pour l'Algérie*". L'orateur a d'abord précisé que ce forum a pour objet de contribuer



à un “*débat citoyen*”, à la compréhension des causes de la crise financière et économique mondiale et de ses effets sur l’Algérie.

Le relayant, Kamel Benkoussa, économiste financier, dans une intervention consacrée à “*la crise actuelle et son impact sur l’économie algérienne. Historique, où en sommes-nous ?*” a prédit des scénarios catastrophes pour l’économie mondiale mais également pour notre pays, en considérant que les années 2012- 2013 marqueront le début de la fin du système économique et financier mondial actuel et l’effondrement global du système bancaire comme corollaire, qui entraînerait “*le plus grand choc économique que le monde ait jamais connu à ce jour.*” Benkoussa, à travers un argumentaire étayé par des chiffres et des données quantitatives fournies par les institutions financières internationales, pense que l’Algérie, bien que disposant d’importants atouts tels qu’un PIB de 160 milliards de dollars, des réserves de change de 175 milliards de dollars, d’une population jeune etc. sera inéluctablement impactée par le risque d’effondrement du prix du baril de pétrole et de l’inflation importée liée au renchérissement des prix des produits importés de l’UE, zone avec laquelle nous réalisons l’essentiel de nos échanges.

Aussi, il préconise une panoplie de mesures d’anticipation sur les retombées de la crise, telles notamment, l’opportunité qui nous est offerte de rattraper 20 ans de retard technologique “*en prenant des intérêts dans des entreprises ciblées, en vue d’en transférer la technologie et le savoir-faire.*” Dans cet esprit, et tirant la sonnette d’alarme sur les risques majeurs qui pèsent sur notre économie, il recommande la création, rapidement, d’un *fonds souverain* qui accompagnera ces entreprises, afin de permettre “*un nouveau départ et opter pour un autre modèle de développement, le modèle actuel ayant largement atteint ses limites.*” L’intérêt de sa contribution réside, à notre avis, dans le “*réalisme*” du diagnostic qu’il a présenté sans complaisance et avec sérénité, en mettant en exergue l’amplification très probable du décalage entre “*l’État et la société.*”

Insistant sur la gravité de la situation, il a affirmé que “*des dizaines de milliards de dollars y ont été injectés sans résultats probants, avec un très faible impact sur l’emploi et la société, en général, qui s’est retrouvée déstructurée, vivant dans une logique rentière, avec un État dissocié de la société.*”

Hassen Khelifati, P-DG d’Alliance Assurances, dans une contribution relative à “*la compétitivité des entreprises et institutions financières algériennes, meilleures armes pour faire face à la crise financière*”, considère que, compte tenu des risques induits par cette crise, l’Algérie est tenue de relever le challenge de la compétitivité de ses entreprises en investissant dans l’innovation technologique et scientifique pour exploiter au mieux nos avantages comparatifs afin de nous insérer dans une économie désormais globalisée, obéissant au seul critère de la compétitivité...

En clôture des différentes communications, Réda Bousba, économiste financier, dans sa contribution relative “*aux propositions de mesures macro et micro économiques, pour contenir les effets de la crise et préparer l’économie algérienne à une croissance à deux chiffres*”, a décortiqué au peigne fin les effets de la crise financière mondiale sur notre économie.

Au final, toutes ces contributions ont donné lieu à un débat riche, fécond, notamment autour de la nécessité de création de fonds souverains et de la libération des initiatives créatrices de notre nation.

Ce débat a été aussi empreint de réelles préoccupations sur le devenir de notre pays dans un contexte international aussi mouvementé.

Il appartient, désormais, non seulement au pouvoir politique, mais également à l’ensemble des forces politiques de ce pays de prendre leurs responsabilités devant l’histoire ; l’avenir de nos jeunes générations en dépend.

A. H.

Sources : “*Liberté*”

LIBERTÉ / 23-11-11

Forum d'Alger liberté-cabinet emery :

L'impact de la crise sur l'économie algérienne

L'ALGERIE DANS L'ŒIL DU CYCLONE EN 2012

Par : Khaled R.



Des experts de notoriété internationale prédisent un effondrement de l'économie mondiale l'an prochain, s'appuyant sur des indices - reconnus mondialement - qui annoncent une récession en Europe, aux États-Unis et au Japon due aux effets de la crise de la dette dans les pays de l'OCDE. Ce scénario catastrophe a été exposé de façon détaillée lors du Forum d'Alger organisé samedi dernier relatif aux répercussions de la crise financière mondiale sur le pays. Dans cette perspective, l'Algérie sera gravement affectée. D'une part, ses revenus pétroliers connaîtraient une baisse. D'autre part, notre pays serait touché par une hyperinflation importée.

Encore une fois, nos dirigeants n'ont pas encore pris suffisamment la mesure de cette tempête qui s'annonce à nos portes. Si un tel "tsunami financier" venait à se produire, bonjour les tensions sociales faisant planer le spectre de l'instabilité du pays. À moins que les pouvoirs publics ne se préparent d'ores et déjà à cette éventualité. En fait, si au plan macroéconomique, l'Algérie est bien armée pour riposter aux effets de cette crise avec des réserves en devises correspondant à plus de trois ans d'importations et d'énormes liquidités accumulées dans le Fonds de régulation, au niveau de la sphère réelle, en revanche, notre économie se porte très mal. Indices, nos importations vont dépasser la barre des 50 milliards de dollars en 2011 et la part de notre industrie dans la richesse nationale stagne à 5%.

Il est clair qu'en cas de retournement durable du marché pétrolier, ces réserves risquent de fondre rapidement sous le "soleil" de l'expansion actuelle des dépenses de fonctionnement et d'investissement. Au demeurant, si l'Algérie peut résister à court terme aux effets de cette crise, eu égard à l'importance de ses réserves en devises, l'année 2012 comporte au moins, s'accordent les experts, un haut risque de récession de l'économie mondiale et, par conséquent, une chute des prix du pétrole.

Encore une fois, la solution à ces vulnérabilités réside dans la transformation de l'économie actuelle de l'Algérie, qualifiée de rentière, en modèle fondé sur le développement de la production nationale.

En ce sens, accroître l'offre de produits et de services locaux constitue l'une des meilleures armes pour parer à l'hyperinflation.

L'autre amortisseur consiste à ouvrir le marché intérieur — qui suscite la convoitise des pays occidentaux touchés par la crise — en priorité aux entreprises algériennes. Les sociétés étrangères seront toutefois tolérées dans les secteurs où les entreprises nationales n'arrivent pas à couvrir les besoins locaux.

L'autre remède est de saisir les opportunités ouvertes par la crise financière internationale. Il s'agit, rappellent les experts, d'acquérir des sociétés internationales en crise de liquidités, et en perte de valeur, en vue de rattraper le retard technologique accusé par l'Algérie et de développer le tissu industriel du pays via des investissements de ces firmes. Un fonds appuierait les sociétés algériennes dans cette quête.

Mais au préalable, il faudrait disposer d'une vision du développement économique futur du pays, particulièrement une politique industrielle efficiente.

De telles questions qui ont fait l'objet, lors du Forum d'Alger, d'un débat citoyen interpellent à la fois les pouvoirs publics et la société civile qui devraient réagir de concert et rapidement face à ces enjeux qui déterminent l'avenir du pays à court, moyen et long terme.

K. R. / Libecosup@yahoo.fr

Sources : "Liberté"

LA CRISE FINANCIERE MONDIALE
QUE SAVONS-NOUS ?
QUELLES PERSPECTIVES POUR L'ALGERIE ?

par : Rachid Sekak, économiste

Nous livrons ici à nos lecteurs l'intégralité de la communication de l'économiste Rachid Sekak, parmi les interventions les plus saillantes de la quatrième session du Forum d'Alger.



Traiter de la crise financière actuelle est un sujet complexe qui doit être abordé avec beaucoup d'humilité. Nous devons reconnaître que de nombreuses inconnues subsistent. C'est pour cela que je souhaite éviter l'enlisement dans les jeux de vocabulaires techniques qui émaillent souvent le descriptif événementiel de la crise et essayer de revenir aux questions fondamentales.

J'organiserai donc ma présentation en deux parties : dans une première partie, je m'interrogerai sur l'origine de la crise et sur l'efficacité des mesures conjoncturelles mise en œuvre pour la juguler tandis que la seconde partie sera centralisée sur les conséquences de cette crise sur notre pays.

PREMIÈRE PARTIE

En 2008, la Gouvernance mondiale après "un peu de retard au démarrage" a fonctionné avec beaucoup de pragmatisme pour mettre en œuvre des solutions conjoncturelles à la crise. Une situation de panique était perceptible mais la catastrophe a été évitée. De nombreux tabous sont tombés, tout comme certains principes du libéralisme ambiant depuis plus de 30 ans, et le mot régulation n'était plus un "gros mot". Nous devons néanmoins ne pas oublier que les mesures d'ordre conjoncturel ne règlent pas les questions d'ordre structurel. Elles permettent au mieux de gagner du temps et d'atténuer les coûts sociaux adossés aux réformes de structure. Pas étonnant que la crise soit de retour sous une autre forme durant l'été 2011.

On ne sait toujours pas d'où venait la crise. Elle apparaissait essentiellement comme une crise du surendettement de la sphère privée (ménages et banques). Le marché des "subprimes" (crédits hypothécaires de qualité inférieure) apparaissait comme le détonateur de la crise mais en était-il la cause ou le symptôme ? Un gros travail reste à mener pour les économistes : décortiquer la crise pour en comprendre les rouages et la "vraie genèse".

En effet, de nombreux économistes et banquiers relevaient à cette époque (et continuent de relever) que le problème n'était pas aussi simple, qu'il était certainement beaucoup plus profond et avec des causes de nature plus structurelle. Nombreux furent ceux, et je suis de ceux- là, qui pensaient qu'on se focalisait certainement trop sur la sphère financière. Objectivement, la sur-dominance de la sphère financière ne permet pas de comprendre les phénomènes actuels. Une recentralisation de la pensée économique sur la sphère réelle semble indispensable pour obtenir une explication cohérente de l'apparition des crises : n'est-il pas logique de d'abord comprendre les causes du problème avant de mettre en œuvre les remèdes ? On observe des déséquilibres financiers importants entre les trois types d'économie réelle du monde actuel :

- États-Unis et Europe : gros consommateurs
- Chine : manufacturiers
- Moyen-Orient : pourvoyeurs de ressources naturelles

Dans le cadre d'une telle typologie et avec une économie et une industrie bancaire mondialisées, on peut de facto se poser deux questions importantes :

- N'y a-t-il pas danger à maintenir des déséquilibres financiers aussi importants que ceux observés au cours des dernières décennies ?
- Trop de pays n'ont-ils pas maintenu leur niveau de vie par un recours aux dettes privées et publiques ? Une large part du monde ne vit-elle pas à crédit depuis plus de 20 ans ?

- Est-il encore possible de faire fonctionner la machine mondiale avec la plus grande puissance économique vivant à crédit ?

Pour conclure cette première partie, nous ne savons pas grand chose sur cette crise ! Et nous pouvons nous interroger sur l'efficacité à long terme des mesures conjoncturelles prises ces dernières années.

SECONDE PARTIE

Comment regarder l'avenir pour nous, Algériens ? Je dois d'abord relever que trois décisions courageuses prises par le passé ont constitué jusqu'à aujourd'hui une auto-assurance (un rempart) comme l'instabilité macroéconomique et les chocs exogènes :

- Le refus et la résistance exprimés au FMI dans les années 1990 quant à la convertibilité du compte de capital
- Le remboursement par anticipation de la dette extérieure
- L'accumulation et la gestion prudente d'un montant important de réserves de change.

Contrairement à certains débats stériles de ces derniers mois, nos gestionnaires méritent un hommage appuyé ...pour leur sagesse et leur efficacité. Dans la tourmente actuelle, notre pays n'a pas perdu d'argent et cela mérite d'être signalé.

Mais la crise financière de 2008 et l'effondrement brutal du prix des hydrocarbures qui en a découlé, est venu rappeler en 2009 les fragilités structurelles de notre économie et l'urgence de travailler à la construction "d'une vraie économie", à réfléchir sur "l'après-pétrole" et sur la gouvernance économique et administrative du pays. La gestion de la crise de 2008 par les pays occidentaux a nécessité des montants abyssaux et a été financée à crédit.

Pour débarrasser le secteur public privé de ces mauvaises dettes, notamment certaines banques, on a endetté le secteur public. N'a-t-on pas déplacé le problème ? Est-ce une solution viable à long terme ?

Durant l'été 2011, un nouvel épisode s'ouvre : la crise de la dette souveraine succède ouvertement à la crise des "subprimes" dont elle est, en partie, la conséquence, le coût du sauvetage des banques ayant, sans aucun doute, impacté les finances publiques. Le monde est au "pied du mur". Il ne pourra pas faire l'économie de réformes structurelles douloureuses pour relancer une croissance autonome (de la dépense publique) et réduire les déficits budgétaires.

Mais cela est certainement plus facile "à dire qu'à faire" et cela pour plusieurs raisons :

Les marges de manœuvre des pays occidentaux en matière de politique économique sont étroites aussi bien au niveau monétaire que budgétaire. Les dirigeants politiques du monde occidental sont à présent dans un vrai borborygme, comme l'affirme Joseph Stiglitz.

Mais le monde va évoluer car il doit évoluer ...

Il s'agira très probablement, comme le relève Nouriel Roubini de reconstruire des nouveaux équilibres :

- entre Capital et travail au niveau de la redistribution des revenus,
- entre marché et intervention publique.

L'austérité plombe la croissance et toute baisse des déficits budgétaires ne pourra, à court terme, provenir que d'une pression fiscale supplémentaire ou d'une baisse des dépenses. Il ne sera pas aisé de se désendetter quand il n'y a pas de croissance.

Le monde entier va souffrir et notre pays sera touché. Par le passé, les situations de crise comme celle que nous connaissons actuellement ont été souvent résolues de deux manières : la guerre ou l'inflation ... Nous devons aussi méditer sur l'histoire... La crise de 2008 a été un accélérateur de l'histoire. Elle a assez profondément changé le monde.

En effet, on observe une transformation des relations internationales caractérisée par une accélération du réalignement des nations sur la scène mondiale.

La crise a consacré le G20 qui a pris du pouvoir au G8. La montée en puissance du Brésil, de l'Inde et de la Chine laissait et laisse planer la possibilité d'une profonde réforme des institutions Internationales ? D'une réforme du système monétaire international, au-delà d'une retouche marginale des quotes-parts au sein du Fonds monétaire international ?

Le centre de gravité du monde a bougé de l'Ouest à l'Est. "Go East !" s'est exclamé en 2009 Michael Geoghegan, ancien CEO du groupe HSBC, ajoutant qu'on observait aussi un rééquilibre au niveau Sud/Nord. À titre d'illustration, on peut relever que le premier fournisseur du Brésil n'est plus les USA mais la Chine. Le "slogan politique" des années 1970 relatif au commerce Sud-Sud, ardemment défendu à l'époque par notre diplomatie, est devenu une vraie réalité économique.

La montée en puissance de la Chine est sans conteste. Se pose donc la question de sa cohabitation avec les États-Unis : sera-t-elle "hard ou soft" notamment en ce qui concerne une éventuelle remise en compte de la domination du dollar sur l'économie mondiale et le financement de la dette américaine ? Les deux géants de l'économie mondiale sont pour l'instant "des otages réciproques" ...mais pour combien de temps ?

Comment tirer avantage de cette réorganisation de l'économie mondiale ? Comment insérer notre pays dans cette nouvelle dynamique en scellant de nouvelles alliances pour contourner cet encerclement souvent ressenti ? Plus que jamais notre pays a besoin d'une vision !... Plus que jamais, nous devons relancer la réflexion et la prospective.

R. S.

Sources : "Liberté"

M. Kamel Benkoussa, économiste et financier, tire la sonnette d'alarme
"VERS UNE DEGRADATION DU QUOTIDIEN DES ALGERIENS"

par Said SMATI

Dans cet entretien, ce spécialiste financier aborde les effets de la crise de la dette en Europe et aux États-Unis sur l'Algérie et souligne l'urgence pour l'Algérie de transformer son modèle économique. En un mot régler une question vitale pour le pays, passer d'une économie rentière à une économie productive.



Liberté : Ce qui ressort de cet événement c'est que la crise est sans précédent. Quel sera l'impact sur l'Algérie ?

Kamal Benkoussa : Aujourd'hui, il est clair que cette crise qui n'a pas encore montré son vrai visage sera une crise comme l'histoire de l'humanité n'en a jamais connu. Il est inconcevable aujourd'hui ou irréaliste de croire que l'Algérie sera épargnée par cette crise. L'Algérie par son modèle économique d'importation en grande masse de biens de première nécessité et de son économie rentière sera aujourd'hui inéluctablement frappée par cette crise. Le modèle économique algérien est un modèle vulnérable aux crises financières et celle-ci sera d'autant plus violente qu'elle englobe les différents pôles de croissance au niveau mondial (États-Unis, une partie de l'Asie et l'Europe). Donc l'Algérie subira, dans un premier temps, la baisse des prix des produits pétroliers, car il y aura une contraction des économies occidentales, donc revenus et recettes qui baisseront. Dans un second temps, lorsque les économies américaine et européennes mettront en place leur plan de dévaluation de leurs dettes via une monétarisation de ces dernières, qui générera une hyper inflation au niveau mondial, l'Algérie la subira via ses importations. Donc avec une dégradation en même temps du quotidien des Algériens notamment des plus démunis qui représentent une partie importante de la jeunesse.

Que répondez-vous à ceux qui disent que notre aisance financière peut constituer une opportunité dans ce contexte de crise ?

Je suis tout à fait d'accord. Cette crise aujourd'hui est une opportunité si on sait la saisir. À savoir si aujourd'hui nous avons un programme de développement économique ? À savoir quels sont les secteurs dans lesquels l'Algérie devra se renforcer ? Quelle est l'activité qui devrait être l'activité de pointe pour l'Algérie ? Est-ce que oui nous avons ciblé des entreprises qui pourraient être des entreprises étrangères intéressantes à faire venir en Algérie via des prises de participation. Il est clair que l'Algérie aujourd'hui

peut saisir cette opportunité de crise pour pouvoir se développer. Maintenant tout est question de volonté politique et surtout de vision. Avoir une crise et ne pas avoir de vision économique de développement du pays, c'est inutile. Je suis tout à fait d'accord avec ces propos.

Durant votre exposé, vous avez relancé le débat sur les fonds souverains, une question déjà débattue et tranchée en 2008.

Il ne faut pas croire que je suis un défenseur des fonds souverains. L'idée qu'il y a derrière c'est de savoir cela : vous avez une cagnotte d'argent, comment utiliser cet argent ? Il y a des véhicules qui peuvent être utilisés à l'instar des fonds souverains. Est-ce que maintenant vous allez laisser vos investissements dans de l'obligataire et avoir des rendements réels négatifs et vous satisfaire de cela ? Ou est-ce que il ne serait pas plutôt intéressant d'utiliser l'expertise d'Algériens qui sont à l'étranger ou même aller chercher des non-Algériens qui sont experts de la gestion de ce fonds souverain qui pourraient demain saisir les opportunités d'investissement en vue, pas de prendre des positions spéculatives, mais en vue de prendre des prises de participation réelles dans des entreprises qui seraient nécessaires au développement du tissu industriel algérien.

Donc, c'est tout une politique stratégique d'indépendance de l'État algérien aussi bien économique que territoriale.

Il ne faut pas voir l'idée du fonds souverain comme étant une idée qui menacerait aujourd'hui l'intégrité de l'État, qui menacerait aujourd'hui l'indépendance de l'État vis-à-vis des autres puissances. Au contraire, si nous restons dans le modèle actuel, l'Algérie se vend à l'étranger.

Quant la monétisation de la dette des pays étrangers commencera, l'Algérie n'importera pas pour 40 milliards de dollars de produits de première nécessité, elle importera pour 70 à 80 milliards. Je vous garantis que si le modèle algérien ne change pas, l'Algérie dans trois années n'aura plus de réserves de change et ça c'est une réalité sur laquelle il va falloir une bonne fois pour toutes que nos dirigeants en prennent conscience. C'est un commentaire de compatriote. L'objectif est de prévenir pour pouvoir mieux guérir.

À l'unanimité, tous plaident pour un nouveau modèle économique, plus efficace pour l'Algérie. Comment voyez-vous ce modèle économique ?

Déjà c'est un modèle économique et social. C'est un modèle dans lequel déjà il va falloir laisser les entreprises notamment privées, les forces vives de notre économie, se développer dans un cadre légal et un environnement sain. Qu'on laisse les entreprises se développer et créer la croissance et l'emploi.

Pouvons-nous aujourd'hui admettre qu'il soit difficile d'obtenir un agrément qui pourrait permettre le développement de certains secteurs sous prétexte de lourdeurs administratifs qui aujourd'hui étouffent le privé ?

Laissons le privé s'épanouir dans son activité et de prendre ses responsabilités d'investissement et de développement de richesses et de création d'emplois pour, demain, permettre à l'Algérie de renouer avec la croissance. C'est nécessaire. Au-delà de cela, il y a aussi tout un modèle social et économique C'est la question du devoir et de ma responsabilité, des droits et devoirs. Il est clair que chacun d'entre nous doit prendre ses responsabilités.

Il est clair qu'aujourd'hui chaque Algérien à chaque niveau puisse se poser la question : qu'est ce que je peux apporter au développement de mon pays ? En partie, nous avons déstructuré cette société. Nous avons détruit le système éducatif. Cinquante ans de leçons à prendre. Je ne suis pas dans la critique du bilan de ces cinquante dernières années. Tout n'est pas à jeter. Il y a de bonnes choses qui ont été faites. Je ne suis pas là dans le jugement du passé. Il n'y a rien à juger. Regardons devant. Nous avons maintenant une Algérie au temps T.

Qu'est-ce que nous allons en faire dans cinq ans, dans dix ans, dans quinze ans ou dans vingt ans ? Ce sont des questions qui sont très importantes pour l'Algérie de demain et aujourd'hui moi je pense, je suis profondément convaincu que nous pouvons créer notre modèle algérien basé sur non seulement nos valeurs qui sont nécessaires dans le cadre d'une moralisation de la société donc de renouer ces liens entre les individus.

Ma présentation paraît un peu pessimiste, mais je suis très optimiste dès lors que nous prenons nos responsabilités en tant qu'individus face aux défis de demain qui sont de sortir l'Algérie de ce modèle de dépendance vis-à-vis des économies étrangères.

S. S. ***Sources : "Liberté"***

HASSEN KHELIFATI, P-DG D'ALLIANCE ASSURANCES :

“QUE L'ÉTAT PROTÈGE LES ENTREPRISES NATIONALES !”

par : Said SMATI

Aujourd'hui, il n'est pas inconcevable que l'État protège les entreprises nationales qui travaillent pour l'économie nationale, parce que d'autres l'ont fait et ce n'est pas à nous d'être complexés par cela. C'est-à-dire qu'il faut choisir des secteurs, regarder quels sont les secteurs qui créent des emplois pour les Algériens, qui créent de la valeur ajoutée pour les Algériens.

Il faut protéger les entreprises en attendant qu'elles aient la capacité de faire face à cette globalisation rampante. Il ne faut pas oublier que l'Algérie aujourd'hui a des atouts et il faut qu'elle les utilise face à l'Europe et face aux pays émergents.

Aujourd'hui, l'Algérie a presque 180 milliards de dollars de réserves en devises mais on n'utilise pas assez souvent tous nos atouts.

On est déconnecté du contexte de la crise mondiale. C'est un atout pour le moment. Il faut l'utiliser au profit de l'entreprise algérienne et de l'économie nationale.

Ne pas utiliser ces atouts, c'est subir de plein fouet cette crise et les premiers qui vont en pâtir c'est les entreprises algériennes, qu'elles soient publiques ou privées.

Il faut d'abord changer d'orientation et de concept. Il faut prendre des mesures en élargissant la concertation. Il faut prendre des mesures en parlant avec les entreprises, en ayant leurs avis. Il y a des mesures à court terme, à moyen terme et à long terme. L'essentiel est qu'il y ait un consensus national autour de cela.

Aujourd'hui, nous nous rapprochons dangereusement d'un équilibre entre les recettes et les dépenses (importation) et si on ne trouve pas de solutions rapides pour diversifier notre économie, relancer la machine économique et créer de la croissance réelle, nous risquons d'aller vers une crise qui sera plus grave que celle de l'Europe.

S. S.

[Sources : Liberté](#)

ABDERRAHMANE BENKHALFA, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'ABEF

“OBLIGATION DE REPENSER NOTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT”

par Said SMATI

C'est un moment de synthèse extrêmement important. Au moment où la littérature sur la crise est, à différents niveaux, neutre ou non neutre, intéressée ou concernée. Sincèrement cette halte de par la complémentarité des intervenants et surtout de leur neutralité par rapport à des solutions a été une bonne synthèse. C'est aussi un moment où nous avons fait la “check list” des pistes de travail aussi bien en dehors de notre pays que pour notre pays. C'est également un moment où de nouveau émergent les questions fondamentales chez nous et qui sont que si nous sommes à l'abri sur le plan d'un impact direct, nous sommes dans les moments les plus opportuns pour réussir une sortie de la transition économique pour sortir avec un saut qualitatif. Le dénominateur commun à tous les intervenants est que notre pays qui ne souffre pas, qui n'est pas vulnérable, qui n'est pas fragilisé par cette crise qui touche les grands partenaires de l'Algérie, s'il n'est pas touché c'est le moment, durant les trois quatre années parce que tous disent qu'il n'y aura de reprise que d'ici trois quatre années, pour lui de revisiter son modèle de développement et consolider sa gouvernance.

S. S.

[Sources : “Linerté”](#)

SYNTHÈSE ET CONCLUSIONS DU 4^{ème} FORUM D'ALGER

rencontre du 19 novembre dernier

par M. le Dr Mourad PREURE

Le cabinet Emergy et le quotidien Liberté ont choisi de consacrer le 4^{ème} Forum d'Alger au thème de la crise financière, son impact sur notre pays, les enjeux et challenges pour nos entreprises et institutions financières.



Ce choix s'inscrit dans les principes qui ont présidé à la création du Forum d'Alger : “Comprendre un monde qui change, changer un monde qu'on comprend”. Notre but est de contribuer si modestement soit-il à une attitude proactive de notre pays face aux bouleversements qui affectent l'économie mondiale.

Dans notre but de production de sens, d'apport conceptuel, nous visons la meilleure compréhension du changement pour nous prémunir des périls qu'il porte et surtout pour en comprendre et saisir les opportunités qu'il ouvre.

Les développements de la crise économique montrent combien en effet l'évolution de l'économie internationale est de plus en plus compétitive, complexe et erratique, de plus en plus imprévisible. L'histoire a connu deux accélérateurs au début de la décennie 90 : la chute du Mur de Berlin et l'explosion des TIC. L'économie mondiale, dès lors, s'est retrouvée décloisonnée, sans frontières et ne se résume plus à un ensemble d'économies nationales en interrelations mais de plus en plus en une économie globale, un “Grand village” où se meuvent des acteurs globaux. Ces deux transformations majeures se sont déroulées avec en trame de fond deux mutations lourdes, à l'œuvre depuis les années 80 :

- *Le mouvement de déréglementation amorcé dans les années 80 sous Reagan / Thatcher avec comme fondement théorique une pensée ultralibérale, un véritable intégrisme du marché et un culte du court terme.*
- *La prééminence de la sphère financière sur l'économie réelle ; son ascendant est tel que les chefs d'entreprises sont en situation de négociation permanente avec les marchés financiers, avec un rôle outrageusement important des agences de rating.*
- *Dès lors avec les années 90, ces marchés financiers se sont interconnectés entre eux à travers la planète et avec aussi les marchés de commodities, dont les marchés pétroliers.*
- *Ce que l'on a appelé la globalisation financière se caractérise par un grand marché financier où sont traités des portefeuilles globaux, avec une sophistication des opérations et des produits, une économie casino et une explosion des mouvements de capitaux. Ces marchés livrés à eux-mêmes sont de plus en plus spéculatifs et opaques et accentuent une volatilité incontrôlée.*
- *De même, la globalisation a conduit, par un mouvement de fusions de grande ampleur au début des années 90, à l'émergence d'acteurs globaux, entreprises industrielles, banques et compagnies d'assurances, elles-mêmes assujetties à cette sphère financière qui devient de plus tentaculaire, opaque et échappe totalement au contrôle des états.*

Dans ce contexte, les Etats-Unis sont-ils encore le centre de gravité de l'économie mondiale ou bien de plus en plus l'épicentre des turbulences ? Sur les 15 dernières années aux États-Unis, la baisse des salaires pour contenir les déficits a été compensée par le recours à l'endettement.

Les subprimes ne sont que la manifestation d'un phénomène global, car la sphère financière a compensé le manque de production de richesses en développant des instruments de plus en plus sophistiqués et en profitant de la globalisation financière. L'endettement américain a explosé (16 trillions de dollars) atteignant 500% de leur PIB contre 250% lors de la crise de 1929. D'autre part, le dollar est porté aussi par une bulle d'actifs (carry trade). Les taux d'intérêts faibles encouragent les investisseurs à s'endetter en dollar et investir dans des zones à rendements élevés, y compris sous forme d'actifs risqués. Les marchés pétroliers,

interconnectés avec les marchés financiers, subissent leurs turbulences, les spéculateurs ajustent leurs positions en arbitrants les différents types d'actifs en fonction de leur liquidité et aussi des anticipations qu'ils font. C'est ainsi qu'en 2008, le prix du pétrole a atteint 147 dollars le baril pour connaître ensuite une baisse historique et atteindre 32 dollars en décembre de la même année. La qualité des portefeuilles mais aussi les anticipations sur la demande dans une ambiance de panique ont provoqué ce type de situations inédites et qui peuvent se reproduire à l'avenir, cela même s'il semble avéré que l'atteinte d'un seuil de 100 dollars le baril est structurelle.

La crise de la dette souveraine pose de manière pressante la question de la sortie de crise . L'Europe est le maillon faible. Elle se distingue par sa croissance faible, le déficit budgétaire, conséquence du déficit commercial de membres notables. La zone euro comprend en fait deux espaces que l'on peut désigner ainsi :

- la zone eurofranc (France, PIG) où l'on observe un déficit budgétaire et une forte demande interne.
- Ces pays doivent mener des politiques de rigueur en mettant sous contrainte leur demande interne, réduisant leurs coûts de production et leurs déficits.
- La zone euromark où l'on observe un excédent budgétaire et une faible demande interne (Allemagne, Pays-Bas, Autriche...).
- Ces pays doivent stimuler la demande interne tout en surveillant leur endettement et leur équilibre budgétaire.

La survenance de la crise grecque rend urgent un traitement de la crise avec de nouvelles approches sous peine d'éclatement de la zone euro. Faut-il abandonner la Grèce comme l'a été en 2008 la banque Lehmann Brothers, avec les conséquences que l'on sait ? Un effet dominos ne risque-t-il pas alors d'emporter la zone euro ? La dette grecque a été divisée par deux mais reste lourde. L'attaque globale contre l'euro que nous observons ces dernières semaines suppose une réponse globale.

Quelles réponses possibles pour la zone euro ?

- Sortie de l'eurozone des pays les plus faibles (PIG). Quels dommages cela impliquerait-il ?
- Renforcement du fédéralisme budgétaire pour sortir de la crise. Les états accepteraient-ils le contrôle a priori de leurs budgets.
- La dépréciation de l'euro pourrait s'accroître. Nouriel Roubini voit l'euro éclater avant 2015.

Les banques européennes sont trop fragiles et détiennent beaucoup de dettes européennes de plus en plus risquées. L'option de créer des euro-obligations attend de recueillir l'adhésion de l'Allemagne. La dette européenne est considérable : 10 trillions contre 16 trillions pour les Etats-Unis.

Les BRIC peuvent-ils se porter au secours de l'Europe ?

Les réserves de change de la Chine (3 trillions contre 400 milliards de dollars pour l'Inde) ne pourront suffire, à supposer que ces pays le veulent, ce qui n'est pas sûr.

Où en sont les fondamentaux ? Justifient-ils le comportement des marchés ? Les mauvaises nouvelles s'accumulent :

- Mauvais chiffres de l'emploi aux Etats-Unis (9%)
- Recul de la production industrielle dans la zone euro au 2e trimestre, la première fois depuis deux ans
- Essoufflement de la croissance OCDE à trop fort contenu budgétaire, inflation dans les pays émergents.

Les perspectives semblent sombres : Standard & Poors prévoit un ralentissement aux Etats-Unis à 1,9% et 1,1% pour la zone euro. 1,3% pour la France.

Il est certain aussi que le ralentissement américain va impacter les pays émergents et indirectement l'Europe. Les marchés en ont pris acte et sont déprimés depuis début août. Selon un sondage du Wall Street Journal six spécialistes sur dix anticipent une dépression dans les 18 prochains mois.

Les gouvernements “manquent de cartouches”, selon l'économiste Nouriel Roubini.

Il ne leur reste que les politiques d'austérité pour diminuer la dette. Mais ce faisant ils contractent la demande. Un pays too big to fail peut se révéler too big to save.

Les états peuvent-ils relancer la demande ? Les entreprises ont besoin de clients. Les citoyens ont besoin d'emplois.

Or, dans les conditions présentes, la conjonction de la faiblesse de l'économie américaine, britannique et de la crise de la dette souveraine en Europe accroît le risque d'une grande dépression.

Les pays sud-méditerranéens absorbent une part de l'instabilité (désinvestissement, renchérissement du coût des facteurs, important l'inflation). Il semble évident d'autre part que si l'euro s'effondrait, l'économie mondiale connaîtrait une grave et profonde récession.

Le creusement des écarts de taux entre pays du nord et du sud de l'Europe n'est-il pas une anticipation par les marchés financiers d'un éclatement de la zone euro ? Les marchés n'apparaissent pas rassurés par les changements gouvernementaux. Après la chute de Berlusconi, les taux italiens à 10 ans sont repassés au-dessus de 7%, comme les taux espagnols. Ce niveau est insoutenable sur plusieurs mois. Pourtant la dette italienne est majoritairement détenue par des résidents. Cela alors que pour l'Allemagne les taux sont tombés à 1,74%. Un écart de taux de plus de 500 points de base par rapport aux taux allemands est intenable. La France est dans une situation sensible avec un taux de 3,499%, soit le double de la rémunération demandée sur les emprunts allemands. Beaucoup d'experts doutent de la capacité de résilience de l'économie française, surtout en année électorale.

Quel rôle peut jouer la BCE dans le traitement de la crise ? La pression sur la BCE pour racheter les titres d'états attaqués est-elle porteuse ? Il semble clair qu'une plus grande implication de la BCE est inévitable laquelle doit signaler :

- son intention d'acheter autant de dettes souveraines que nécessaire,
- qu'elle n'acceptera pas que les écarts de taux d'intérêts entre pays dépassent un certain seuil.

Cependant, il semble que l'Allemagne, encore traumatisée par le souvenir de l'hyperinflation qu'elle a connue les années 30, briderait toute volonté de la BCE de jouer le sauveur. Indépendance de la BCE sacrée. Souvenir de l'hyperinflation des années 30. LA BCE peut aussi prêter au FMI pour qu'il finance le sauvetage européen, ce qui décuplerait les ressources du FESF. Cette solution nous semble parmi les plus probables.

La BCE peut jouer un rôle plus actif et sera très certainement amenée à le faire. Son nouveau président, l'Italien Mario Draghi ne semble pas viser une hausse des taux d'intérêts, étant moins inhibé par l'inflation que son prédécesseur. Il ne semble pas non plus vouloir mettre d'échéance pour mettre fin aux rachats d'obligations.

Quel futur ? Quels sont les scénarios probables pour la crise qui affecte l'économie mondiale ? Il semble que nous nous acheminons vers une sortie de la crise en W ou en “double creux”, soit deux périodes de récession entrecoupées par une brève reprise. Le risque reste encore l'emballement des prix des commodities par le fait de la sortie plus rapide des pays émergents (Chine, Inde, Brésil) qui vont tirer la demande. Cela va compliquer la sortie de crise pour les pays OCDE.

D'autre part, les politiques de rigueur ont un contenu récessionniste fort qui entraîne par ailleurs un coût social difficilement admissible si l'on tient compte des réactions des opinions publiques, notamment le mouvement des “indignés”. Des troubles politiques dans les pays concernés ne sont pas à exclure.

La récession s'accompagnera vraisemblablement aussi d'une contraction de la demande pétrolière, donc d'une baisse des prix pétroliers.

De fait, nous risquons au mieux une forte instabilité, au pire un collapsus. Dans tous les cas de figure, le premier semestre 2012 est à très haut risque.

La crise de la dette souveraine se diffuse sélectivement dans les pays euroméditerranéens. Il ne semble pas évident pour la France de réduire ses déficits budgétaires de 5,6% à 4,7% pour 2012 et 3% en 2013, ni de

retrouver une croissance robuste dans le court terme. Elle risque fort de perdre son triple A dès le premier trimestre 2012.

Faut-il croire en un réveil salutaire qui suppose un fédéralisme économique et social, zone monétaire ? Cela exigera le contrôle a priori des budgets des états, question qui heurtera les souverainetés et mettra en péril les consensus politiques nationaux nécessaires pour mener les politiques de sortie de crise.

Mais la question clé est que les entreprises ont besoin de clients pour retrouver la croissance, or il faut contraindre la demande.

Ainsi la demande interne algérienne est-elle convoitée comme le sont les réserves de change qui pourraient être d'un précieux secours pour les pays sud-européens en crise. L'Algérie doit en prendre acte et mettre une stratégie adaptée pour saisir les opportunités qui s'ouvrent à elle et qu'elle ne retrouvera pas à l'avenir. Nous n'allons vraisemblablement pas quitter la tempête pour un ciel serein.

C'est la première crise post-mondialisation. Le cycle des crises (une fois tous les dix ans) tendra à se raccourcir à l'avenir. L'une des raisons essentielles est l'opposition d'une logique de très court terme, recherchant la volatilité, qui est celle des marchés financiers globalisés avec celle de l'économie réelle qui est gouvernée par des logiques de long terme.

Hassen Khelifati a insisté sur le fait que la crise financière internationale nous interpelle en effet et pose des challenges vitaux pour l'économie nationale. Elle interpelle les chefs d'entreprises algériennes, car, comme toute crise, elle les met en demeure de trouver des solutions novatrices, faire preuve d'audace et de détermination, innover pour non seulement assurer la pérennité de leur entreprise, mais surtout saisir l'occasion pour lui ouvrir de nouvelles perspectives stratégiques. Il a noté les graves dangers de la faible diversification de notre économie et des effets pervers du dutch disease qu'elle subit et où l'embellie pétrolière, par les importations qu'elle permet, inhibe tout développement industriel. Il a mis en relief la nécessité d'enclencher un cercle vertueux où la demande interne tire le système productif. Mais plus encore, dans la mesure où les pays sud-européens souffrent d'une insuffisante demande pour opérer leur relance, le marché intérieur est aujourd'hui un enjeu clé de la croissance dans un contexte de crise. Notre marché intérieur est important et doit, dans ce contexte de crise, être prioritairement réservé à nos entreprises.

Il peut par ailleurs ouvrir des perspectives de sortie de crise pour bien des pays sud-européens. Nous devons le savoir et négocier les partenariats internationaux en conséquence. Voilà qui ouvre de réelles perspectives de partenariat entre nos entreprises et celles venant notamment du sud-européen.

Le constat fait par Kamel Benkoussa est particulièrement sévère, signalant que le moteur de la croissance des pays du G20 est à l'arrêt. Il anticipe fort accroissement de l'instabilité et une persistance de la crise. Cet expert voit les pays émergents eux-mêmes emportés par la crise. Il cite la Chine avec son endettement représentant 300% de son PIB par exemple. La demande pétrolière selon cet expert devrait baisser, les marchés d'actions vont s'effondrer et le marché obligataire sera à l'arrêt. "Nous entrons en terrain inconnu", observe-t-il. La dette des 10 pays les plus endettés s'élève à 147 trillions de dollars. Le monde a besoin d'effacer en dette 50 trillions de dollars au minimum. Diagrammes à l'appui, l'expert estime qu'il n'existe pas de frein dans le système pour stopper l'aggravation de la crise. Il anticipe "un effondrement du système bancaire auquel s'ajouteraient les défauts de pays qui entraîneront le plus gros choc économique que le monde n'aie jamais connu". Il insiste sur la nécessaire anticipation de notre part.

Il convient avec les autres orateurs que nous pouvons tirer profit de la crise, notamment par le rachat d'entreprises en difficulté et l'accès à de nouveaux marchés. Pour cela, il propose la création d'un fonds souverain doté de 50 milliards de dinars. Il conclut en disant que "notre pays a besoin d'un nouveau départ" car nous avons atteint les limites de nos capacités de développement.

M. Rachid Sekkak est plus nuancé et relève que l'expérience a montré la capacité à affronter les crises, soit par la guerre, soit par l'inflation. Le monde ne pourra pas faire l'économie de réformes structurelles. La crise a consacré les BRIC, et le G20 a pris du pouvoir au G8.

La cohabitation Chine-États-Unis sera-t-elle hard ou soft ? Le monde entier va souffrir, et notre pays sera touché. L'Algérie a pris, selon lui, 3 décisions qui ont repoussé l'échéance d'une éventuelle crise financière dans le pays :

- résistance au FMI,
- paiement par anticipation de la dette
- et gestion prudente des réserves de change.

Réda Bousba relève que “plus de 60% de nos importations proviennent de la zone OCDE et plus de 60 % des exportations sont réalisées avec l’OCDE.” L’Algérie doit acquérir des actifs en international, notamment dans l’énergie, et aussi acheter les parts de partenaires étrangers dans les entreprises installées en Algérie et qui souhaitent s’en dessaisir du fait de leurs difficultés financières.

L’État devra continuer à dépenser majoritairement en dinars, maintenir la croissance, développer le secteur privé industriel en diminuant la pression fiscale qui est très élevée avec le taux de 75% actuellement. Il doit encourager et attirer les investisseurs industriels.

Nous devons aussi basculer dans nos échanges de la zone OCDE vers les BRIC.

La banque doit octroyer des crédits au secteur privé avec des taux bas. Il propose de réformer le système bancaire pour le porter aux standards internationaux et au niveau des enjeux de l’heure, mais aussi de libérer les compagnies nationales (télécom, énergie, transport). Il nous faut aussi sécuriser nos débouchés gaziers face au Qatar tout en préservant nos relations avec les multinationales pétrolières et gazières pour absorber les surliquidités.

L’ensemble des orateurs et l’auditoire, souvent avec passion, ont convergé sur la nécessité de réformes profondes qui englobent le secteur universitaire et la recherche et permettent la génération de processus innovants articulant universités et secteur productif.

Nous pourrions ainsi diversifier notre économie, impulser la production de richesses et la création d’emplois et réduire notre exposition aux cycles de plus en plus erratiques du marché pétrolier.

La création de fonds souverains, autant pour soutenir les entreprises nationales, particulièrement celles innovantes et tournées vers la nouvelle économie, mais aussi en international pour faire des acquisitions d’actifs industriels, a été beaucoup soulignée. Les acquisitions d’actifs étrangers doivent se faire non dans une logique de placement financier mais dans une logique industrielle, à l’instar de ce que fait la Chine, pour acquérir la technologie et accéder aux marchés européens.

Si un consensus s’est établi entre le panel et la salle sur une incidence forte de la crise financière sur notre économie, une convergence était manifeste sur les capacités de notre pays à faire face aux turbulences à venir.

À condition d’en prendre conscience. Il est impératif que cette question soit au cœur d’un débat citoyen, que toute l’intelligence algérienne soit mobilisée, qu’elle puisse exercer son droit de contribuer à ouvrir des perspectives réelles à notre cher pays.

Le Cabinet Emergy et son partenaire Liberté remercient tous les sponsors qui ont soutenu cet évènement. Alliance Assurance, Kadri Lumière et la Société Générale Algérie. Ils remercient les panelistes qui ont permis, par la qualité de leurs interventions, le succès de cette rencontre : MM. Hassen Khelifati, P-DG d’Alliance Assurances ; Rachid Sekkak, économiste ; Kamel Benkoussa, financier ; Rachid Bousba, économiste et financier.

M. P.

Sources : “Liberté”

ÉLECTIONS CHEZ LES PATRONS
ON NE CHANGE PAS UNE EQUIPE QUI GAGNE

Ahmed Selmane, « Note Algérienne ».
13 novembre 2011. La Nation.info

Au Forum des chefs d'entreprises (FCE) avec un nombre réduit de votants, Reda Hamiani a remporté pour un troisième mandat face à Mohamed Baïri patron de IVAL Algérie et Hassan Khelifati, PDG d'Alliance Assurances. Faut-il faire un commentaire à l'égard d'un "événement" aussi plat ? Peut-être en recourant à la trivialité footballistique genre : « on ne change pas une équipe qui gagne » !

La preuve, on importe jusqu'à 50 milliards de dollars. Les faux producteurs et vrais importateurs peuvent en effet pavoiser. L'Algérie ne change pas. Elle importe. Quand on aura des producteurs et des entrepreneurs, il sera toujours loisible d'analyser une élection du FCE.

Pour l'heure, il ne sert à rien de commenter le néant.



Sources : "Lanation-info"